



Centre de Consultation COVID (CCC)

Modalités d'indemnisation des médecins

Le service dans les CCC est assuré par des médecins-généralistes qui se sont préalablement inscrits sur une liste établie par le groupe de travail « *réserve sanitaire* » de la cellule de crise.

La rémunération des médecins-généralistes dans les Centres de Consultations COVID (CCC) est prévue selon 2 parties :

- Une rémunération à l'acte, à charge de l'assurance maladie où est affilié le patient;
- Une rémunération de la disponibilité médicale, à charge du Ministère de la santé.

1. Le paiement à l'acte :

- Les actes prestés sont à charge de l'assurance maladie, soit la CNS s'il s'agit d'une personne protégée affiliée à la CNS, ou les autres caisses.
- Les actes de consultation sont définis dans la nomenclature des actes et services des médecins. Ces nouveaux actes et tarifs ont été introduits par règlement grand-ducal du 14 août 2020 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie. Il s'agit des positions C801, C802 et C803, consultations dans un centre de consultations dédiées à la prise en charge des patients atteints du COVID-19 :

1)	Consultation du médecin généraliste ou du médecin spécialiste, dans un centre de consultations dédiée à la prise en charge des patients atteints du COVID-19, faite entre 7h et 19h	C801	11,08
2)	Consultation du médecin généraliste ou du médecin spécialiste, dans un centre de consultations dédiée à la prise en charge des patients atteints du COVID-19, faite entre 19h et 22h	C802	13,19
3)	Consultation du médecin généraliste ou du médecin spécialiste, dans un centre de consultations dédiée à la prise en charge des patients atteints du COVID-19, faite le dimanche ou un jour férié légal	C803	13,19

- Selon les modifications des statuts de la CNS approuvées par le Conseil d'administration de la CNS du 16.09.2020, les actes C801, C802 et C803 seront pris en charge à 100% à compter du jour de leur entrée en vigueur.

- Selon les modifications de la convention « CNS-AMMD » approuvées par le Conseil d'administration de la CNS du 16.09.2020, les actes C801, C802 et C803 seront pris en charge via le tiers-payant à compter de la date de leur prise d'effet, en application du nouvel article 60, alinéa 1^{er}, point 1) g).
- Du matériel peut être mis à disposition pour la réalisation d'autres actes qui ne pourront pas donner lieu à facturation dans le cadre de l'activité en CCC.

Ces dispositions ont été prises afin d'éviter tout transfert d'argent ou de manipulation d'appareil dans les Centre de Consultations COVID. Par conséquent, aucune transaction financière n'est autorisée dans les CCC.

Les renseignements administratifs pris à l'accueil du patient permettent l'établissement du mémoire d'honoraire du médecin, ainsi que l'information quant à la caisse d'assurance maladie dont dépend le patient.

Les mémoires d'honoraires sont transmis directement à la CNS par le CCC, et le paiement des médecins s'effectue par la CNS sur base de ces mémoires d'honoraires pour l'ensemble des patients (patients affiliés CNS ou non).

La liste des patients vus par un médecin au cours de son shift en CCC lui sera remis en fin de poste.

2. La rémunération de la disponibilité médicale :

- Le médecin participant au service dans un CCC a droit à une indemnité de 6,567€ TTC / plage d'une heure (six euros et cinq cent soixante-sept centimes) adapté à l'indice des salaires à chaque échéance indiciaire. L'indice de référence est l'indice 100 du 1^{er} janvier 1948. Ce montant horaire se situe à 54,818 € (à l'indice actuel 834,76).
- Le financement se fait par l'article budgétaire 14.1.12.303.
- L'indemnité mentionnée ci-dessus sera payée au médecin par l'Etat sur présentation d'un relevé mensuel des heures prestées validé par le responsable du centre et transmis au groupe de travail « réserve sanitaire » qui en assure la coordination et qui le transfèrera pour liquidation au service financier du Ministère de la Santé.